

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Demande-d-annulation-a-l-UNESCO-du-statut-de-Patrimoine-Mondial-des-ruines-archeologiques-de-Copan-au-Honduras-pour-des-fins-commerciales>

L'affaire de la BID face à la destruction
environnementale.

Demande d'annulation à l'UNESCO du statut de Patrimoine Mondial des ruines archéologiques de Copán au Honduras, pour des fins commerciales.

Date de mise en ligne : dimanche 10 décembre 2006

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ces derniers jours les déclarations du Dr. Rodolfo Pastor Fasquelle, Ministre de Culture de l'Honduras, indiquent comment l'État du Honduras a sollicité à l'UNESCO l'annulation du statut de Patrimoine Mondial qu'ont les ruines archéologiques de Copán.

Cette initiative de l'actuelle administration hondurienne se concrétise avec le déplacement d'une délégation solennelle de huit membres du gouvernement jusqu'au siège de l'UNESCO à Paris, dans le but de résilier l'inscription des ruines de Copán au Patrimoine Mondial, et ainsi éviter le conflit d'intérêts qui est apparu devant la position critique de l'UNESCO face à la construction de l'aéroport de *Rio Amarillo*, qui fait partie du « Programme National du Tourisme durable » (Voir : [\[Menaces sur les réserves naturelles en Amérique Latine\]](#)), financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID).

L'UNESCO est clair sur les dommages que peut causer la construction de cet aéroport sur les ruines archéologiques qui se trouvent dans la même zone. Les critiques de l'organisme international ont suscité la réprobation des membres de l'administration de M. Manuel Zelaya (Président d'Honduras), en conséquence ils sont choisis de solliciter auprès de l'UNESCO l'annulation de l'inscription, sans penser aux conséquences pour l'image du pays que peut entraîner la décision gouvernementale.

Le même projet de "Tourisme durable " de la BID finance l'infrastructure du projet touristique de *Laguna de Micos*, dans lequel on pense effectuer un remblaiement de plus de 80 hectares dans un les marais protégé par la Convention RAMSAR. Il faut s'attendre à ce que l'État du Honduras demande aussi de résilier cette convention de protection des sols humides.

Pour l'année 2002 - pendant l'administration de Maduro - l'État a eu déjà le culot d'envoyer un représentant de l'industrie de la pêche de crevettes à la réunion tenue par RAMSAR dans la ville de Valence, en Espagne. Ce geste a été considéré comme une insulte aux défenseurs de l'environnement réunis dans cette ville, ceux ci ont mis en cause l'attitude adoptée par le chef d'entreprise de pêche aux crevettes Ricardo Maduro.

Pendant ce temps le gouvernement annonce la construction du Barrage Patuca III, ce pourquoi il a obtenu un financement du gouvernement de Taiwan. Y compris les techniciens taiwanais qui se trouvent déjà faisant leur travail *in situ*, sans que jusqu'à présent existe l'autorisation environnementale idoine.

Jusqu'à présent l'administration du Monsieur Zelaya semble faire abstraction des critiques présentées par les habitants indigènes du Patuca et les marais de la Moskitia, ceux qui dans la « Déclaration d'Ahuas II » ont mis en évidence leur désapprobation du projet.

Avec la stratégie présentée par le Dr. Pastor Fasquelle et sa motion à l'UNESCO d'annuler l'inscription ruines de Copan du Patrimoine Mondial, il n'est pas du tout exclu qu'un de ces jours le jour le Honduras se soit retiré de RAMSAR, et abandonné les engagements de la Convention de Biodiversité, révise la Convention sur les peuples indigènes et tribales de l'Organisation Internationale de Travail (Convention 169 de l'OIT), et qu'on oublie de ratifier le « Protocole de Carthagène », en plus de suivre - l'actuelle administration- les pas du Grand Méchant Loup qui l'année dernière a présenté comme plate-forme politique d'en finir avec les engagements de la « Convention Interaméricaine de Droits Humains », et ainsi pouvoir appliquer la peine de mort.

Bienvenus au Honduras du XXI^è siècle, où au nom du développement on pense détruire les derniers vestiges de la

nature et des ruines archéologiques qui existent dans le pays. Clairement, au milieu se trouvent les intérêts de groupuscules de propriétaires terriens et des négociants qui contrôlent une des économies le plus injustes en terme de distribution de la richesse, au niveau mondial.

La destruction écologique du pays est liée de manière intime avec le supposé développement préconisé par les organismes internationaux, qui possèdent un langage schizophrène : d'une part ils promettent de surveiller et d'approuver les initiatives environnementales et d'autre part, stimulent des projets destructeurs.

La BID avec son « Plan Puebla Panama » (maintenant Putumayo) est le générateur d'une future série de catastrophes environnementales, n'est pas loin de notre mémoire la honte des flaques du gazoduc de *Camisea* au Pérou.

Entre temps, cela vaut la peine de réfléchir sur les vers de Soeur Juana Inès de la Cruz qui disent :

*« Qui sera le plus coupable
face à n'importe quel mal :
Celle qui pêche pour la paye,
ou celui qui paye pour pécher ? »*

Alors nos fonctionnaires rétrogrades seront-ils coupables ? Ou est-ce la BID qui est l'entité financière de la destruction.

Por Mirian Miranda

[Alai-Amlatina](#) . Ecuador, 7 de diciembre de 2006.